



**PRÉFET
DES HAUTS-DE-SEINE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale et interdépartementale de
l'environnement, de l'aménagement et des
transports d'Île-de-France
Unité départementale des Hauts-de-Seine**

Service Risques et installations classées
de Paris et des Hauts-de-Seine
167-177 avenue Joliot-Curie
BP 102
92013 Nanterre Cedex

Nanterre, le 21 novembre 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/10/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**¹

ENGIE Réseaux

La perspective Seine

Bât B – 8ème étage

84 rue Charles Michels CS 20021

93284 Saint Denis Cedex France

Dossier 31459
Code AIOT : 0006506331

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/10/2024 dans l'établissement DALKIA implanté 35 AV JEAN MOULIN 92390 Villeneuve-la-Garenne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'objet de la visite consistait initialement à faire le point sur les suites de visite du 13/11/2017 (Cf rapport de l'inspection des ICPE du 13/12/2017) et la levée des deux non conformités et sept remarques visées dans ce rapport :

- **Non-conformité n°1** : Les derniers rapports de mesures des rejets atmosphériques révèlent des dépassements de VLE pour les NOx notamment pour les chaudières 2 et 3. L'inspection demande à l'exploitant d'engager des mesures correctives afin d'obtenir des rejets atmosphériques conformes et de lui transmettre les justificatifs des actions entreprises.

¹ Certains passages ont été masqués pour des motifs liés à la protection du secret commercial.

- **Non-conformité n°2** : Contrairement à la condition 3.4.3 de l'arrêté préfectoral du 1/12/97, la vitesse d'éjection des gaz des chaudières est inférieure à 5 m/s. L'inspection demande à l'exploitant d'engager des mesures correctives afin d'augmenter la vitesse d'éjection de ses chaudières et de lui transmettre les justificatifs des actions entreprises.
- **7 remarques** (délai de réponse : dans les meilleurs délais et en tout état de cause avant la prochaine inspection) :
 1. Remarque n°1 : L'exploitant indique vérifier régulièrement le système de désenfumage, mais n'a été en mesure de présenter un document l'attestant. L'inspection demande à l'exploitant d'effectuer un contrôle régulier de son système de désenfumage et de tracer par écrit cette vérification.
 2. Remarque n°2 : Les derniers rapports de mesures des rejets atmosphériques comparent les concentrations mesurées à des VLE inexactes. Aussi, ces rapports ne font pas état d'écarts comme cela aurait dû être le cas pour les NOx des chaudières 2 et 3. L'inspection demande à l'exploitant de fournir au Bureau Véritas l'arrêté ministériel du 26/08/13 afin que les VLE soient mises à jour dans leurs prochains rapports de contrôle des rejets atmosphériques.
 3. Remarque n°3 : Conformément à l'article 5.4 de l'arrêté préfectoral du 1/12/97, l'inspection rappelle à l'exploitant qu'il doit lui transmettre les résultats des contrôles annuels réalisés par un organisme agréé.
 4. Remarque n°4 : Lors de la visite des installations du 17/10/17, l'inspection a constaté que les fiches de données sécurité des produits utilisés pour le traitement de l'eau et des huiles utilisées pour le fonctionnement des moteurs, n'étaient pas à jour. L'inspection rappelle à l'exploitant qu'un nouveau système de classification et de signalisation des dangers est en vigueur depuis le 1/12/10 (règlement n° 1272/2008 du 16/12/08 dit « CLP ») et lui demande de mettre à jour les documents concernés (fiche de données sécurité, étiquette sur produits, affiche).
 5. Remarque n°5 : Le dernier rapport de vérification du dispositif de protection contre la foudre présente une non-conformité. L'inspection demande à l'exploitant de transmettre un document attestant la levée de la NC relevée lors de cette vérification ainsi que le prochain rapport de vérification complète.
 6. Remarque n°6 : Lors de la visite des installations du 13/11/17, l'inspection avait constaté qu'un détecteur incendie était en défaut dans le local moteur. L'inspection demande à l'exploitant de remettre en fonctionnement ce détecteur et de lui fournir les éléments attestant du remplacement ou de la réparation de ce détecteur.
 7. Remarque n°7 : Le rapport de vérification des détecteurs gaz de la société DMAE, indique que les essais ont été réalisés sans enclenchement des relais d'asservissements, alors que l'exploitant affirme que les essais ont été menés jusqu'à l'arrêt effectif de la chaufferie. L'inspection demande à l'exploitant que les prochains rapports soient fidèles à la réalité. L'inspection rappelle que les essais doivent être menés jusqu'à l'arrêt effectif de la chaufferie.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ENGIE (Ex DALKIA)
- 35 AV JEAN MOULIN 92390 Villeneuve-la-Garenne
- Code AIOT : 0006506331
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'exploitant a été autorisé le 1/12/1997 à exploiter les installations suivantes :

- 2 générateurs de 6,74 MW ;
- 1 générateur de 7,44 MW ;
- 2 moteurs thermiques de 3,74 MW unitaire.

Soit une puissance thermique totale de l'installation égale à 28,4 MW.

Une modification présentée par l'exploitant et considérée comme non substantielle a été actée par courrier préfectoral du 12/06/2015. La chaufferie comportait en 2017 les équipements suivants :

- 2 générateurs de 3 MW Gaz chaudières n°1A et 1B ;
- 1 générateur de 6,4 MW GAZ/ FOD chaudière n°2 ;
- 1 générateur de 5,8 MW GAZ / FOD chaudière n°3 ;
- 2 moteurs thermiques de 2,9 MW unitaire.

Soit une puissance thermique totale de l'installation égale à 24 MW.

Le courrier préfectoral du 12/06/2015 a acté également que l'établissement relève désormais de la rubrique 4734/2/c sous le régime de la déclaration avec contrôle (DC).

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Surveillance permanente	Arrêté Préfectoral du 01/12/1997, article 2.5	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
2	Équipements de sécurité GAZ	Arrêté Préfectoral du 01/12/1997, article 6.7	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours
3	Entretien des matériels de sécurité	Arrêté Préfectoral du 01/12/1997, article 6.4.5	Mise en demeure, respect de prescription	15 jours
4	Zonage ATEX	Arrêté Préfectoral du 01/12/1997, article 6.2.4	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
5	Désenfumage	Arrêté Préfectoral du 01/12/1997, article 1.4	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
6	Livret de chaufferie	Arrêté Préfectoral du 01/12/1997, article 5.6	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
8	Vitesse d'éjection des gaz	Arrêté Préfectoral du 01/12/1997, article 4.3	Mise en demeure, respect de prescription	5 mois
9	Neutralisation Cuve DE FOD	Arrêté Préfectoral du 22/12/2008, article 1.7	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
10	Protection contre la foudre	Arrêté Préfectoral du 01/12/1997, article 6.2.5	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
7	VLE des rejets gazeux	Arrêté Préfectoral du 03/08/2018, article 58	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a dressé les constats suivant :

- Un nouvel exploitant, ENGIE, a succédé à l'ancien exploitant DALKIA le 05/08/24, [REDACTED]
- Les deux moteurs thermiques gaz de 2,9 MW ne seraient plus utilisés depuis plusieurs années, car la puissance demandée est faible par rapport à la capacité de production, mais

cette information n'est pas visée au LIVRET DE CHAUFFERIE.

- Les brûleurs sont en partie mixtes FOD/GAZ (chaudières 2 et 3) mais le FOD ne serait plus en service depuis plusieurs années, et la cuve de FOD de 75m³ serait hors-service et dégazée. Cependant, ENGIE n'a pu indiquer si la cuve était en eau ou non, dans l'attente de sa neutralisation définitive.
- [REDACTED]
- La vitesse d'éjection des gaz des chaudières n'est pas conforme à la VLE depuis décembre 2017.

- [REDACTED]

- [REDACTED]

L'inspection des installations classées a donc fait une injonction orale à ENGIE de mettre en place des rondes d'astreinte (au moins deux par nuit) durant le week-end du 26 et 27/10/2024 suivant la visite, dans l'attente de la mise en place d'un report d'alarme GSM ou batterie sur l'équipe de maintenance.

L'inspection des installations classées a aussi demandé que des procédures d'arrêt et remise en service soient rétablies comme pour toute chaufferie gaz en fonctionnement permanent sans présence humaine, et demandé de se renseigner auprès de [REDACTED] si besoin sur le mode de fonctionnement de la centrale ou fournir la notice.

En définitive, le nouvel exploitant ENGIE a rétabli les reports d'alarme de la détection gaz [REDACTED] sur l'équipe d'astreinte par batterie GSM type téléphones portables dans la nuit du 23 au 24/10/2024 suite à l'injonction de l'inspection des installations. Les reports d'alarme vers les téléphones mobiles du personnel d'astreinte ENGIE ont aussi concernés la détection incendie.

A noter qu'il s'agit d'une disposition provisoire dans l'attente du changement complet de la centrale de détection gaz et de la centrale de détection incendie [REDACTED] par du matériel [REDACTED], et du raccordement avec la fibre internet plus moderne que le système GSM.

En conséquence, l'inspection des installations classées propose une mise en demeure :

- Délai 15 jours pour les articles 6.7 et 6.4.5 de l'arrêté préfectoral du 01/12/1997 ;
- Délai deux mois pour les articles 1.4, 5.6 et 6.2.4 de l'arrêté préfectoral du 01/12/1997 et l'article 1.7 de l'arrêté ministériel du 22/12/2008 ;
- Délai cinq mois pour l'article 4.3 de l'arrêté préfectoral du 01/12/1997.

Par ailleurs, l'inspection des IC propose aussi une demande d'action corrective par courrier pour l'article 6.2.5 de l'arrêté préfectoral du 01/12/1997 avec un délai de deux mois.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Surveillance permanente

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/12/1997, article 2.5
Thème(s) : Risques accidentels, Surveillance permanente
Prescription contrôlée : « (...)Les installations devront être exploitées sous la surveillance permanente d'un personnel qualifié. (...) Toutefois, l'exploitation permanente sera admise si le mode d'exploitation assure une surveillance permanente de l'installation permettant d'agir à distance et de mettre l'installation en sécurité en cas d'anomalies ou de défauts soit d'informer le personnel, soit d'agir à distance sur les paramètres de fonctionnement des appareils et de mettre l'installation en sécurité en cas d'anomalies ou de défauts soit d'informer le personnel de surveillance de ces derniers afin qu'il intervienne directement sur le site (...) »
Constats : L'inspection des inspections classées a fait le constat que la société ENGIE a succédé à DALKIA le 05/08/2024 et également constaté lors de la visite : <ul style="list-style-type: none">• [REDACTED]• que le personnel d'exploitation ENGIE ne connaissait pas de façon précise les niveaux de déclenchement des seuils d'alerte et d'action (en % de la LIE) des dispositifs de mise en sécurité actionnés par le système de détection gaz en place. L'article 27 de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 dispose que cette valeur est au maximum de 30 % ;• [REDACTED] [REDACTED]
À noter que DALKIA puis ENGIE n'ont pas été successivement propriétaires du local chaufferie. En conséquence, l'inspection des installations classées a adressé à l'exploitant (suite à la visite) le 23/10/2024 une INJONCTION ORALE de mettre en place un report d'information technique vers l'équipe d'astreinte ENGIE ou organiser des rondes du personnel de maintenance, en particulier le week-end. L'exploitant a confirmé par courriels la mise en place de report d'alarmes techniques de la centrale de détection gaz et de la détection incendie existante vers des mobiles du personnel d'astreinte ENGIE via le système GSM. Toutefois, il s'agit d'une disposition provisoire. L'inspection des installations classées propose donc la mise en place d'un report d'alarme (raccordement fibre) pérenne sous deux mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 2 mois
N° 2 : Equipements de sécurité GAZ
Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/12/1997, article 6.7
Thème(s) : Risques accidentels, Equipements de sécurité GAZ
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>« (...) Le réseau de gaz naturel sera équipé de dispositifs commandant la fermeture des vannes en cas de détection de chute de pression. (...) Dans la chaufferie des détecteurs de gaz seront placés au dessus de chaque brûleur. Toute détection gaz entraînera la coupure générale du gaz. Un dispositif de détection de gaz, déclenchant selon une procédure pré-établie une alarme en cas de dépassement des seuils de danger sera mise en place (...) ».</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant n'a pu fournir de rapport récent d'entretien de la détection gaz [REDACTED] car il n'a repris la succession pour l'exploitation de l'installation que depuis le 05/08/2024 et a procédé à un audit de celle-ci, mais non un entretien proprement dit. Toutefois, il a prévu de changer la centrale de détection gaz rapidement.</p> <p>En conséquence, l'inspection des installations classées propose une mise en demeure sur cette prescription avec un délai de 15 jours.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 15 jours

N° 3 : Entretien matériels de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/12/1997, article 6.4.5
Thème(s) : Risques accidentels, Entretien matériel de sécurité
Prescription contrôlée : « (...) L'entretien des matériels de sécurité sera assuré et vérifié par un organisme agréé ou un technicien compétent, notamment pour ce qui concerne l'étalonnage des détecteurs de fuite de gaz (...)»
Constats : Le nouvel exploitant ENGIE a transmis suite à la visite <ul style="list-style-type: none">• une proposition de visite de maintenance préventive annuelle du SSI et du système de détection gaz conformément à la norme NFS 61 933 et à l'APSAD R 7 du 10/09/2024 par [REDACTED] ;• un devis [REDACTED] du 23/10/24 pour la maintenance corrective gaz pour le changement des capteurs voie 1,2,3,6,7,8 et un changement de la cellule voie 4 ;• un devis [REDACTED] du 23/10/04 pour le changement de la centrale incendie et des détecteurs existants (type ESSER) ;• un devis par la société [REDACTED] pour le contrat de maintenance [REDACTED] pour la formation au système SSI avec une date de début au 1/10/2024 et une date de fin au 1/10/2025. Toutefois, ces contrats concernent principalement la centrale de détection [REDACTED] future, et non la centrale de détection [REDACTED] en exploitation le 23/10/2024 (jour de la visite). En conséquence, l'inspection des installations classées propose une mise en demeure de faire vérifier également la centrale de détection [REDACTED] existante, quitte à la faire vérifier par son installateur initial. Le délai proposé est de 15 jours.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 15 jours

N° 4 : Zonage ATEX

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/12/1997, article 6.2.4
Thème(s) : Risques accidentels, Zonage ATEX
Prescription contrôlée : « (...) Dans les locaux ou emplacements pouvant présenter une atmosphère explosive, l'équipement électrique sera conforme à l'arrêté du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation des installations classées susceptibles de présenter un risque d'explosion (...). Les zones dangereuses définies par l'arrêté du 31 mars 1980 seront déterminées et annuellement actualisées (....) »
Constats : L'exploitant n'a pu présenter de DRPCE (Document Relatif à la Protection contre les Explosions) lors de la visite contrairement à ce que prescrit la directive ATEX 1999/92/CE, et les décrets n°2002-1553 et 2002-1554 du 24/12/2002. En conséquence, l'inspection des installations classées propose une mise en demeure avec un délai de 2 mois pour fournir ce document et prévoir le balisage de zones ATEX qui en découle en salle des générateurs, ou dans les locaux connexes.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 5 : Désenfumage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/12/1997, article 1.4
Thème(s) : Risques accidentels, Désenfumage
Prescription contrôlée : « (...) Les locaux devront être équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (par ex : lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre moyen équivalent). Les commandes d'ouverture manuelle seront placées à proximité des accès. Le système de désenfumage devra être adapté aux risques particuliers de l'installation (...) ».
Constats : L'exploitant n'a pu fournir à l'inspection des ICPE de rapports de vérification de désenfumage récents. Par ailleurs, l'inspection des installations classées n'a pas jugé opportun de demander à l'exploitant de procéder à des essais des commandes de désenfumage en sa présence, car ces essais sont destructifs, notamment pour les bonbonnes de gaz propulseurs. En conséquence, l'exploitant devra faire vérifier le bon fonctionnement de ses dispositifs de désenfumage par un bureau de contrôle et procéder à des essais au moins annuels. L'inspection propose une mise en demeure sur ce point.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Livret de chaufferie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/12/1997, article 5.6
Thème(s) : Risques chroniques, Livret de chaufferie
Prescription contrôlée : « (...)Toutes les opérations ou constations effectuées lors de l'exploitation des installations seront consignées sur un livret de chaufferie prévu par les articles 24 et 25 de l'arrêté ministériel du 20 juin 1975. (...) D'une manière plus générale, tous les comptes rendus ou résultats seront annexés aux dossiers de contrôle des installations. Les dossiers qui seront tenus à la disposition de l'IIC comporteront également les documents de référence de l'installation (plans, états descriptifs, PV ou certificats d'essais....) (....) »
Constats : L'exploitant ENGIE n'a pu présenter de « LIVRET DE CHAUFFERIE » complet et à jour lors de la visite d'inspection. En effet, les derniers « LIVRETS DE CHAUFFERIE » [REDACTED] à jour et complets remontaient à 2005. Ainsi, les brûleurs mixtes FOD/GAZ (chaudières n°02 et n°03) ne sont plus utilisés désormais qu'en fonctionnement GAZ depuis plusieurs années et cette information n'a pas été portée au « LIVRET DE CHAUFFERIE ». Les deux moteurs thermiques gaz de puissance unitaire de 2,9 MW ne seraient plus utilisés non plus, car la chaufferie serait surdimensionnée en puissance produite par rapport à la puissance demandée (équivalent de 2 300 logements). En conséquence, le nouvel exploitant ENGIE devra ré-actualiser le « LIVRET DE CHAUFFERIE » [REDACTED] en complétant les caractéristiques et le mode de fonctionnement (générateur de production, de secours, ou hors-service ou en maintenance) des chaudières et moteurs. L'inspection des installations classées propose une mise en demeure sur ce point.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : VLE des rejets gazeux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 03/08/2018, article 58
Thème(s) : Risques chroniques, VLE des rejets gazeux
Prescription contrôlée : « (...) Les valeurs limites d'émissions du présent article sont applicables aux autres installations que les turbines, moteurs et générateurs de chaleur directe, dont les chaudières. I. Les valeurs limites d'émission suivantes s'appliquent (...) : Gaz naturel NO _x : 100 mg/Nm ³ ; CO : 100 mg/Nm ³ (...) » ;
Constats : L'exploitant a remis lors de la visite un rapport de mesure des émissions atmosphériques de bureau VERITAS du 16/03/23 au 17/03/23. Ce rapport conclut au respect de la VLE pour l'ensemble des paramètres mesurés (page 4/81) pour les générateurs gaz 1 A et 1 B, G2 et G3. La non-conformité visée dans le rapport du 13/12/2017 est donc levée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Vitesse d'éjection des gaz

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/12/1997, article 4.3
Thème(s) : Risques chroniques, Vitesse d'éjection des gaz
Prescription contrôlée : « (...) La vitesse d'éjection des gaz des chaudières sera au moins égale à 5m/s (...) »
Constats : Le rapport du 08/12/2017 faisait état de la Non Conformité n°02 suivante : <i>"Contrairement à la condition 3.4.3 de l'arrêté préfectoral du 01/12/1997, la vitesse d'éjection des gaz des chaudières est inférieure à 5m/s. L'inspection demande à l'exploitant d'engager des mesures correctives afin d'augmenter la vitesse d'éjection de ses chaudières et de lui transmettre les justificatifs des actions entreprises".</i> L'exploitant a remis lors de la visite un rapport de mesure des émissions atmosphériques du 16/03/2023 au 17/03/2023 de Bureau VERITAS. Ce rapport conclut à une non conformité pour : <ul style="list-style-type: none">• le générateur n°01 avec une vitesse d'éjection des gaz de 3,67 m/s (au lieu de 5m/s) ;• le générateur n°02 avec une vitesse d'éjection des gaz de 1,44 m/s (au lieu de 5m/seconde) ;• le générateur n°03 avec une vitesse d'éjection des gaz de 2,04 m/s. En conséquence, l'inspection des ICPE propose une mise en demeure avec un délai de 5 mois pour mettre en conformité les générateurs susvisés pour la vitesse d'éjection des gaz.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection des ICPE propose une mise en demeure avec un délai de 5 mois pour mettre en conformité les générateurs susvisés pour la vitesse d'éjection des gaz.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 5 mois

N° 9 : Neutralisation Cuve DE FOD

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2008, article 1.7
Thème(s) : Risques chroniques, Neutralisation CUVE DE FOD
Prescription contrôlée : « (...) 1.7. Cessation d'activité Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt au moins un mois avant celui-ci. La notification de l'exploitant indique notamment les mesures de mise en sécurité du site et de remise en état prévues ou réalisées. (...) »
Constats : Le nouvel exploitant ENGIE a indiqué que la cuve de 75 m ³ de FOD n'était plus utilisée, mais n'a pu préciser si elle était au minimum "EN EAU" ou non. Il a indiqué qu'elle avait été dégazée mais sans pouvoir fournir l'attestation de dégazage correspondante. En conséquence, l'inspection des installations classées propose une mise en demeure de notifier la cessation d'activité de cette installation, et aussi la faire neutraliser de façon définitive (sablage ou découpe puis extraction...) y compris pour les équipements connexes (évents, bouches et tuyauteries de dépotage...).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 10 : Protection contre la foudre

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 01/12/1997, article 6.2.5
Thème(s) : Risques accidentels, Protection contre la foudre
Prescription contrôlée : « (...) Les installations seront efficacement protégées contre les risques liés aux effets de l'électricité statique, des courants de circulation et de la chute de la foudre. La protection des bâtiments et installations électriques sera réalisée conformément aux conditions de la norme NFC 17-100 et de l'arrêté du 28 janvier 1993 concernant la protection contre la foudre de certaines installations classées (....) ».
Constats : Le rapport de l'inspection des installations classées du 13/12/2017 concluait pour la visite du 13/11/2017 : <i>"(....) le dernier rapport de vérification du dispositif de protection contre la foudre présente une non conformité (....). L'inspection demande à l'exploitant de transmettre un document attestant la levée de la NC relevée lors de cette vérification ainsi que le prochain rapport de vérification complet (....)".</i> Aussi, l'exploitant a remis lors de la visite un rapport de vérification visuelle des installations de protection contre la foudre de Bureau VERITAS du 23/01/2024. Toutefois, il y a toujours des déficiences ou anomalies à remédier : <u>Structure :</u> <ul style="list-style-type: none">• rendre accessible le point d'interconnexion de la prise de terre paratonnerre ;• interconnecter la prise de terre paratonnerre au réseau de terre général ;• mettre en place les parafoudres précisés dans l'étude technique ;• installer des restrictions physiques et/ou des pancartes d'avertissement afin de minimiser la probabilité de toucher des conducteurs de descente ; Dans la mesure où il y avait déjà une non conformité relevée en 2017 l'inspection des installations classées propose une mise en demeure afin de lever ces "déficiences ou anomalies mentionnées dans la liste récapitulative des observations issues de la vérification visuelle des installations de protection foudre du 23/01/2024".
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois